
L'anthropo-scène, un marqueur néocolonial en Afrique ?

Nicolas Hubert*¹

¹École d'études politiques, Université d'Ottawa – Canada

Résumé

SourceURL:file:///localhost/Users/benoithazard/Documents/%E2%80%8B%C2%AB%C2%A0Y%20a.doc
Alors que de nombreux chercheurs insistent sur l'importance de considérer les crises écologiques et sociales contemporaines comme indissociables des modèles économiques, de domination politique et sociale régissant autant les espaces domestiques que la scène politique mondiale (Escobar 2015 : 452 ; Bigo 2015 : 194 ; O'Lear et Dalby 2016 : 1-2 ; Gemenne 2015 : 11), encore peu d'études abordant ces enjeux ont mis en avant la notion d'équilibre socio-écologique. En se basant sur les travaux de Descola (2002, 2006, 2015 et 2017), d'Escobar (2008), de Bookchin (1993) ou encore de Castree (1995, 2003), cette communication met en exergue les profondes interconnexions et interdépendances au sein desquelles les écosystèmes et sociétés humaines se façonnent mutuellement. Elle propose alors d'explorer les différentes perceptions de l'environnement pouvant exister d'une société à l'autre, tout en remettant en question l'enracinement idéologique de la réponse de la résilience apportée aux dégradations environnementales en Afrique.

À l'instar de Descola (2006, 2015), en revenant sur le questionnement de la modernité et des origines de la crise environnementale globale du 21^e siècle, Escobar (2008 : 8) affirme qu'un questionnement épistémologique et ontologique est fondamental pour reconsidérer la relation entre la société et l'environnement. Une perception partagée par Castree qui souligne la dimension idéologique de la présupposition que la nature est originalement séparée de la société (Castree 1995 : 16). Ces considérations sont alors déterminantes pour dépasser les perceptions environnementales occidentalocentrées tout en rejetant la réponse de la résilience, étroitement liée aux appréhensions ontologiques modernistes de la nature, mise en avant par les institutions financières et organisations internationales pour justifier à la fois les impacts sociaux et environnementaux de l'industrie extractive en Afrique (Hubert 2018) et les interventions destinées à lutter contre le changement climatique.

Une plus grande prise en considération des dimensions sociales, spirituelles et culturelles propres aux équilibres socio-écologiques des sociétés africaines permettrait alors d'appréhender avec plus de justesse les enjeux environnementaux en Afrique. Dans une perspective similaire, elle permettrait de les dissocier des mécanismes de domination de la nature et des sociétés humaines à l'origine de l'anthropocène. Cette compréhension amène alors à présenter les capacités de résiliences des ensembles socio-écologiques locaux comme un outil de gouvernance néolibérale qui lie les dynamiques économiques, sociales et écologiques locales à l'accumulation globale du capital (Watts 2015 : 293), qu'elles soient défendues en relation à l'insertion des entreprises extractives internationales en Afrique ou à la lutte contre le changement climatique. Enfin, une plus grande compréhension des équilibres socio-écologiques des

*Intervenant

sociétés africaines, et de leurs altérations, permettrait de mettre en avant les déstabilisations des modes de vie, des organisations sociales et politiques, ainsi que des appréhensions culturelles et culturelles centrales dans la cohésion et la cohérence des communautés impactées.

Mots-Clés: Ressources naturelles, Mali, Burkina Faso, Socio, écologie, Climat